



Munich Personal RePEc Archive

The African Governance Gap: How Societies Cope When the State Falters

Kohnert, Dirk

GIGA, Institute for African Studies, Hamburg

15 September 2025

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/126165/>
MPRA Paper No. 126165, posted 16 Sep 2025 17:08 UTC

Le déficit de gouvernance en Afrique : Comment les sociétés réagissent face aux défaillances de l'État

Dirk Kohnert ¹

Caricature: *Poor governance in Sub-Saharan Africa*



Résumé : La gouvernance économique se mesure par la liberté économique, tandis que la gouvernance politique se mesure par l'indice de compétitivité électorale. Comment faire face à l'instabilité politique et à la mauvaise gouvernance en ASS ? Ce problème est souvent perçu comme le problème primordial qui en aggrave bien d'autres. La corruption systémique à tous les niveaux prive l'Etat de recettes indispensables, augmente le coût des affaires et sape la confiance du public dans les institutions. De plus, la faiblesse des institutions, comme un système judiciaire inefficace, une administration publique inadéquate et des services publics quasi inexistant, freine le développement. Les conflits et la fragilité déplacent des populations, détruisent les infrastructures et mobilisent des ressources qui pourraient être investies dans l'éducation ou la santé. Sans contrats fiables et sans droits de propriété, les investissements étrangers et nationaux sont gravement menacés. La mauvaise gouvernance, qui se traduit par l'absence d'Etat de droit, de droits de propriété, un fardeau réglementaire, la violence politique et l'inefficacité du gouvernement, freine la croissance du revenu par habitant. Dans la politique africaine, le néo-patrimonialisme semble être le paramètre par défaut, décrit comme « l'économie morale de la corruption » ou « l'économie de l'affection ». Cependant, la mauvaise gouvernance n'est pas spécifique à une culture ; Il s'agit d'un défi universel qui touche toutes les nations à un moment ou à un autre de leur histoire de développement. La bonne gouvernance doit être recherchée et mise en œuvre dans tous les pays d'Afrique subsaharienne. Même avec le soutien de la communauté des donateurs, les gouvernements peuvent élaborer des plans ambitieux pour améliorer la gouvernance et renforcer les institutions, sans pour autant parvenir à améliorer le niveau de vie de leurs citoyens. Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Afrique, et l'Afrique subsaharienne en particulier, a enregistré les plus mauvaises performances économiques de toutes les régions du monde. A la fin du XXe siècle, les revenus par habitant s'étaient à peine améliorés depuis les indépendances, et dans certains cas, s'étaient considérablement dégradés. Le principal problème résidait dans l'incapacité d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources. Contrairement à de nombreux autres pays en développement, la productivité totale des facteurs est restée statique ou négative pendant la majeure partie du temps. A quelques exceptions près, les pays africains n'ont pas bénéficié d'une base sociale et politique solide propice à la croissance et au développement, et cette base a eu tendance à se détériorer au fil du temps. Les pratiques de bonne gouvernance sont soutenues par des institutions telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Les pratiques de bonne gouvernance sont également soutenues par ces institutions. Pour recevoir une aide au développement, les États doivent appliquer et accepter les principes de bonne gouvernance. S'ils négligent de le faire, les États africains risquent de ne pas recevoir d'aide financière. La responsabilité est un aspect positif de la bonne gouvernance. Cependant, les États africains ont développé une « nouvelle culture », surtout après la décolonisation. Il existe une différence significative de perspective entre Africains et Occidentaux en matière de gouvernance. Les formes clientélistes de politique qui définissent les États postcoloniaux ne découlent pas d'un projet de classe, mais sont une manifestation contemporaine d'une culture nationale, africaine et ethnique dynamique.

Keywords: [gouvernance économique](#), [gouvernance politique](#), [corruption](#), [État de droit](#), [responsabilité](#), [Afrique subsaharienne](#), [Afrique du Sud](#), [Nigeria](#), [Côte d'Ivoire](#)

JEL-Code: D72, D73, D74, N17, N37, N 47, O17, O19, O35, O40, O55, P10, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). Draft: 20 September 2025

1. Introduction

Caricature 2: s'accrocher au pouvoir



Source: © [Victor Ndula](#), GGA, 2021

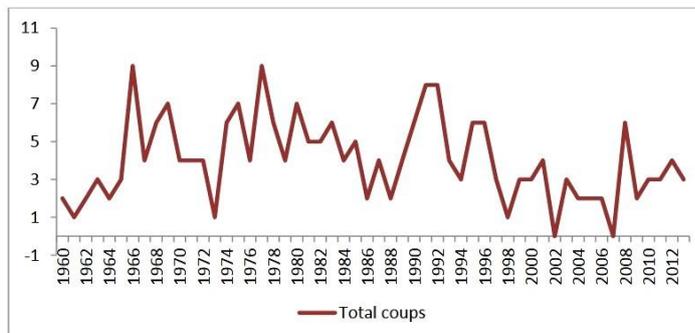
Depuis la fin des années 1990, l'[Afrique](#) a considérablement amélioré sa croissance et ses résultats économiques en termes de revenu par habitant, de développement humain et de pauvreté (Fosu & Fosu, 2018). Deuxièmement, les données montrent que la [gouvernance](#) économique et politique s'est considérablement améliorée depuis la fin des années 1980 et le début des années 1990.

Graph 1: Fréquence des conflits armés en ASS, 1960-2008



Source: Fosu & Fosu, 2018

Graph 2: Incidence de l'instabilité politique des élites en ASS – Coup d'État, 1960-2013



Note: Total coups equals the sum of the frequencies of “successful” and “failed” coups d’état

Source: Fosu & Fosu, 2018

Si la [corruption](#) est généralisée, les fonctionnaires, bureaucrates comme élus, peuvent concevoir des programmes et proposer des projets publics offrant peu d'avantages au public et de nombreuses opportunités de profit privé (Rose-Ackermann, 2005). Des [élites](#) restreintes peuvent prendre le contrôle de l'État et exercer une influence indue sur les politiques. La corruption peut encourager les paresseux à travailler dur et permettre à ceux qui ne font pas partie du cercle restreint de leurs proches d'obtenir des avantages. Cependant, même dans de tels cas, la corruption ne peut se limiter aux domaines « fonctionnels ». Elle sera toujours tentante partout où des avantages privés sont offerts. Si elle peut constituer une réponse raisonnable à des réalités difficiles, elle peut, à terme, favoriser une spirale aggravante (Rose-Ackermann, 2005).

La mauvaise [gouvernance](#), telle qu'elle se reflète dans l'État de droit, les droits de propriété, le fardeau réglementaire, la violence politique et l'efficacité du gouvernement, entrave la croissance du revenu par habitant en Afrique subsaharienne ([ASS](#)) (Dufrénot, Sanon et Diop, 2010). La mauvaise gouvernance et la corruption politique systémique sont responsables de la pauvreté et de l'insécurité qui affligent les États africains. Cela a contribué à l'instabilité dans plusieurs États africains, en particulier le [Nigeria](#). L'absence de leadership altruiste, visionnaire, transparent et responsable, ainsi que l'impunité, ont paralysé le développement du continent et infligé la [pauvreté](#) à ses populations, qui à leur tour ont recours à la déviance comme stratégie de survie (Agudiegwu et al., 2019).

La corruption, le [militarisme](#), l'[autoritarisme](#), le [clientélisme](#), le [néo-patrimonialisme](#) ou le [tribalisme](#) sont tous présents sous une forme ou une autre, du [Cap](#) au [Caire](#), et de [Dakar](#) à [Mogadiscio](#) (Cubitt, 2014). Le néo-patrimonialisme apparaît comme le cadre naturel et par défaut de la politique africaine, décrit comme « l'économie morale de la corruption » ou « l'économie de l'affection ». C'est une culture politique qui entrave les efforts visant à développer des nations entières et inclusives. L'Afrique est inhospitalière aux institutions de bonne gouvernance. Pourtant, la mauvaise gouvernance n'est pas spécifique à une culture, mais un défi universel qui touche toutes les nations à un moment ou à un autre de leur histoire de développement (Cubitt, 2014).

Graph 3: Indicateurs régionaux d'efficacité gouvernementale (années sélectionnées)

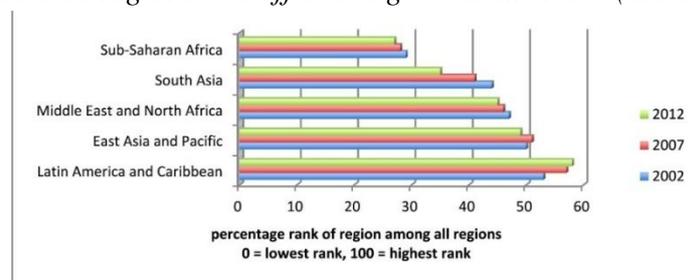


Fig. 1: Regional Indicators for Government Effectiveness. Source: World Bank, Worldwide Governance Indicators, available online <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#doc> [accessed 30/01/14].

Source: Cubitt, 2014

Graph 4: Indice de perception de la corruption et États en faillite en Afrique

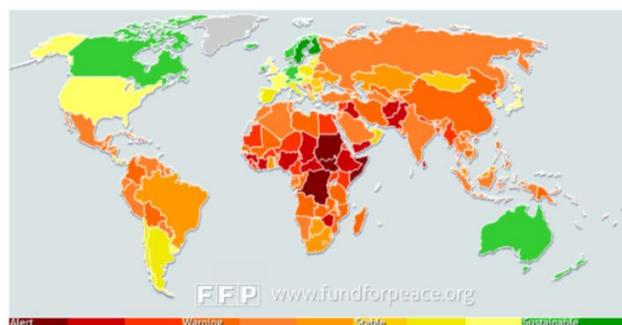


Fig. 2: The Failed States Index 2013 (Fund for Peace, 2013).

Source: Cubitt, 2014

La bonne [gouvernance](#) est impérative pour tous les pays [d'Afrique subsaharienne](#). La mise en œuvre réussie des programmes de gouvernance nécessite de relever d'énormes défis. Même avec le soutien de la communauté des [donateurs](#), les gouvernements peuvent élaborer des plans ambitieux pour améliorer la gouvernance et renforcer les institutions, sans pour autant parvenir à des bénéfices tangibles pour leurs citoyens. Ils devraient également s'efforcer de réduire la [pauvreté](#) et de donner aux populations défavorisées les moyens de contribuer positivement au développement économique de leur pays (Kerandi, 2008).

Les pays en développement d'Afrique, comme partout ailleurs sur la planète, ne remplissent pas les conditions que le modèle de bonne gouvernance identifie comme nécessaires au développement économique (Kahn, 2012). Face à de nombreux problèmes de développement difficiles, il a été facile de former des coalitions arguant que les capacités de gouvernance, telles que définies par le modèle de gouvernance axé sur le marché, étaient responsables des malheurs africains. En particulier, l'analyse selon laquelle le manque de responsabilité démocratique, la présence d'un système clientéliste, une corruption généralisée et un État de droit fragile étaient largement responsables des performances relativement médiocres de l'Afrique a trouvé de nombreux partisans en Afrique et à l'étranger. Ce dont l'Afrique a besoin, c'est d'un « grand effort » en termes d'investissements massifs dans les infrastructures et la lutte contre les maladies avant que l'attention portée à la gouvernance puisse produire des résultats (Kahn, 2012).

Une bonne gouvernance peut réduire l'incertitude, les coûts de transaction, de recherche et de production, affectant ainsi in fine la performance des entreprises (Ngobo & Fouda, 2012). Améliorer la bonne gouvernance dans les pays ayant une faible notation de gouvernance a actuellement un effet plus positif sur la rentabilité des entreprises que l'améliorer dans les pays ayant une notation relativement élevée. Une bonne gouvernance réduit la variabilité de la rentabilité des entreprises, conduisant à des investissements à rendement élevé et à faible risque. L'impact d'une bonne gouvernance dépend du niveau de revenu d'un pays. Lorsque les niveaux de revenu sont faibles, les améliorations de la gouvernance publique sont plus susceptibles d'avoir un impact sur la performance des entreprises que lorsque les niveaux de revenu sont relativement élevés. La bonne gouvernance est plus importante pour stabiliser la rentabilité des entreprises dans les pays ayant une notation de gouvernance élevée que dans ceux ayant une notation inférieure (Ngobo & Fouda, 2012).

Depuis la [Seconde Guerre mondiale](#), l'Afrique, et [l'Afrique subsaharienne](#) en particulier, a enregistré les plus faibles performances économiques du monde (Aldcroft, 2015). Ironiquement, de nombreux pays africains ont démarré leur vie avec de grands espoirs après leur indépendance, mais la catastrophe a frappé peu après. À la fin du XXe siècle, les revenus par habitant s'étaient à peine améliorés depuis l'indépendance, et dans certains cas, s'étaient considérablement dégradés. Le principal problème résidait dans l'incapacité d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources. Contrairement à de nombreux autres pays en développement, la productivité totale des facteurs est restée statique, voire négative, la plupart du temps. Par conséquent, alors que la [pauvreté](#) diminuait ailleurs, elle augmentait régulièrement en ASS. Au tournant du siècle, on estimait que les deux tiers de la population vivaient au niveau ou en dessous du [seuil de pauvreté absolue](#), et que près de la moitié des pauvres du monde vivaient en Afrique. La grande faiblesse de l'Afrique réside dans l'art de gouverner. Par « savoir-faire », nous entendons les systèmes politiques, les bureaucraties, les organisations administratives, les droits de propriété et les droits légaux, ainsi que les questions générales de confiance et d'exécution des contrats. À quelques exceptions près, les pays africains n'ont pas disposé d'une base sociale et politique solide pour favoriser la croissance et le développement, et cette base a eu tendance à se détériorer au fil du temps (Aldcroft, 2015).

Bien que l'assimilation de la [corruption](#) dans les États africains à celle « d'États faillis » puisse paraître erronée, il est clair que le caractère généralisé et, dans de nombreux cas, systématique de la corruption en Afrique est un symptôme de la faiblesse profonde de ces États (Ganah, 2013). Plusieurs auteurs ont souligné que [l'État-nation](#) ne doit pas être considéré comme un élément permanent, ni comme le seul modèle viable d'organisation sociopolitique,

ni comme la seule référence pour la conception d'institutions et de pratiques de bonne gouvernance. Malgré des preuves significatives de son inefficacité, l'État-nation est toujours considéré comme la seule unité d'organisation possible, tant en théorie qu'en pratique (Ganah, 2013).

Les pratiques de bonne [gouvernance](#) sont soutenues à l'échelle mondiale par des institutions telles que l'UE, la [Banque mondiale](#) et le [Fonds monétaire international](#) (Coetzee, 2017). Bien que les pays africains aient bien progressé dans la mise en œuvre des principes de gouvernance, les cas de corruption, de comportements contraires à l'éthique, de mauvaise mise en œuvre des politiques et de partenariats défaillants sont malheureusement fréquents. Pour bénéficier de [l'aide au développement](#), les États doivent appliquer et accepter les principes de bonne gouvernance. S'ils négligent de le faire, ils courent le risque de ne pas recevoir d'aide financière. La responsabilité est un aspect positif de la bonne gouvernance. Cependant, les États africains ont développé une « nouvelle culture », notamment depuis la décolonisation. Ils ont suivi l'exemple de leurs colonisateurs en réprimant et en exploitant leurs citoyens. Les États africains peinent à se libérer du joug de la colonisation et à mettre en œuvre les principes de responsabilité, de reddition de comptes et de transparence. Il existe une différence de perspective significative entre l'Afrique et l'Occident en matière de gouvernance. Les formes clientélistes de politique qui définissent les États postcoloniaux ne découlent pas d'un projet de classe, mais sont plutôt une manifestation contemporaine d'une culture nationale, africaine et ethnique dynamique (Coetzee, 2017).

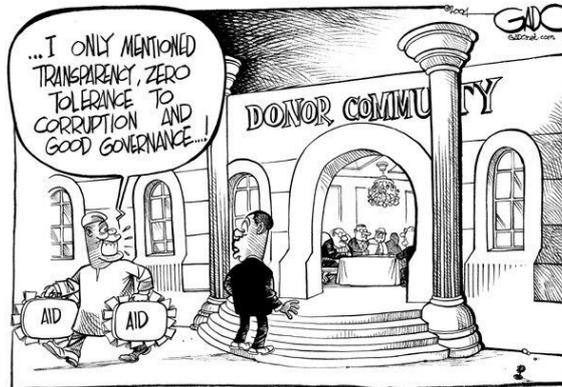
Si rares sont ceux qui contestent l'intérêt théorique de la démocratie et de la bonne gouvernance pour l'Afrique, nombreux sont ceux qui restent sceptiques quant à leur compatibilité pratique. L'association de la contestation démocratique et des contraintes institutionnelles imposées à l'autorité discrétionnaire des gouvernements améliore considérablement la gouvernance du développement (Alence, 2004).

En effet, les problèmes de gouvernance constituent des obstacles majeurs à la [croissance économique](#). Cependant, contrairement aux idées reçues, certains affirment que les problèmes de gouvernance bien connus des pays africains reflètent principalement leur faible niveau de développement et sont le résultat d'interventions étatiques défaillantes et de distorsions provenant de stratégies de développement économique erronées (Lin & Monga, 2012). Cet article, cependant, soutient que le principal problème de gouvernance est le manque de [démocratisation](#). Il est vrai que la démocratie ne garantit pas le développement, mais les principes démocratiques peuvent assurer un développement durable, plus encore le développement humain. Vous ne pouvez devenir un bon dirigeant/gouverneur efficace que si vous êtes capable de convaincre vos partisans par votre pensée positive, vos actions et votre esprit axé sur les résultats pour améliorer le niveau de vie et protéger les droits de votre peuple. Un leader sans partisans est un poisson hors de l'eau (Fye, 2015). Il existe un lien entre la mauvaise gouvernance et les conflits infranationaux en Afrique, ce qui encourage les États africains et leurs dirigeants politiques à adopter la bonne gouvernance comme panacée pour la paix, la stabilité et le développement du continent (Dan-Woniwei, 2020).

La [corruption](#) en Afrique est due à une faible croissance économique, une mauvaise gouvernance, des constitutions fragiles, une instabilité politique et des niveaux élevés de pauvreté et de chômage. Depuis la fin de l'ère coloniale, la corruption a progressé sur tout le continent, des individus, dont certains chefs d'État africains, pillant les ressources destinées à la population. En ce sens, la corruption détourne les ressources destinées aux pauvres, limite les investissements directs étrangers ([IDE](#)) et a de graves conséquences pour un continent qui est déjà l'un des moins développés du monde (Mlambo et al., 2019).

2. Études de cas

Caricature 3: *Impact de l'aide au développement : double langage et corruption*



Source: © [Gado](#), Godfrey Mwampembwa, 2006

Nombreux sont ceux en [Afrique subsaharienne](#) qui pensent qu'une fois la [décolonisation](#) terminée, le pouvoir dans la région a été principalement détenu par des personnes dont le leadership doit être évalué négativement, représentées par des dictateurs tels que [Gnassingbé Eyadéma](#), [Jean-Bédel Bokassa](#), [Mobutu Sese Seko](#) ou [Idi Amin](#). Il existe un lien entre la mauvaise gouvernance dont souffrent les pays d'Afrique subsaharienne et le phénomène de dysfonctionnement de l'État dont ils souffrent (Kłosowicz, 2018). La mauvaise gouvernance a été favorisée, notamment, par la collaboration entre les intérêts occidentaux égoïstes et les élites politiques africaines corrompues, qui ont été induites en erreur par les [programmes d'ajustement structurel](#) du [FMI](#) et de la [Banque mondiale](#) pendant des décennies.

Les trois études de cas suivantes sur la gouvernance en Afrique subsaharienne (ASS) — deux en [Afrique anglophone](#) ([Nigeria](#) et [Afrique du Sud](#)) et une en [Afrique de l'Ouest francophone](#) ([Côte d'Ivoire](#)) — servent à illustrer les implications négatives de la mauvaise gouvernance en Afrique.

Caricature 4: *programmes de réformes structurelles malavisés du FMI et de la Banque mondiale et l'impact de l'aide*



Source: © [Gado](#), Godfrey Mwampembwa, 2006.

2.1 Nigeria

Caricature 5: *Le gouvernement vend des armes alors que des masses souffrent de la faim !*



Source: © [Popa Matumula](#)

Il y a plus de dix ans, la pratique de la démocratie au [Nigeria](#) n'a pas permis d'instaurer la bonne gouvernance tant attendue (Arowolo et Aluko, 2012). En effet, elle a fait fuir les personnes responsables et compétentes. La [démocratisation](#) au Nigeria est caractérisée par la violence électorale, la manipulation des résultats des élections et des restrictions à la participation politique. La démocratie est un catalyseur de responsabilité, de transparence et de réactivité gouvernementale, autant d'éléments indispensables à une bonne gouvernance. L'effondrement de la gouvernance au Nigeria reflète le rôle superficiel des acteurs politiques, comme en témoigne l'adoption de la [théorie des élites](#) (Arowolo et Aluko, 2012).

Depuis 1960, la mauvaise gouvernance, notamment la [corruption](#), a coûté au Nigeria des centaines de milliards de livres sterling (Folarin, 2021). Les conséquences immédiates sont des difficultés économiques et un délabrement des infrastructures, mais les effets à long terme incluent un ralentissement du développement national et une perte d'intégrité au sein du système mondial. La corruption et les actes qui y sont liés compromettent inévitablement les avantages de la gouvernance démocratique, polluent le paysage politique et créent une [économie parallèle](#), entraînant l'appauvrissement de larges pans de la société. La politique et le gouvernement Nigérien souffrent depuis trop longtemps du pillage incessant et impénitent des fonds publics, des agents politiques et des bénéficiaires d'une orchestration incessante de scandales et de fraudes (Folarin, 2021).

Malgré cette disposition constitutionnelle, les ressources financières considérables et le potentiel considérable du pays, la bonne gouvernance demeure un défi pour le Nigeria (Dunu, 2013). Les [médias](#) ont le potentiel de contribuer, en tant que quatrième pouvoir, à la bonne gouvernance dans la mesure où ils reflètent et appliquent les principes de bonne gouvernance en tant qu'institution. Pour que les médias contribuent efficacement à la bonne gouvernance, ils doivent appliquer les principes fondamentaux de patriotisme, de responsabilité, de transparence et d'objectivité dans l'exercice de leurs fonctions, et défendre en permanence le caractère sacré de la vérité et de l'équité (Dunu, 2013).

Le Parti démocratique populaire ([PDP](#)) et son principal rival, le Congrès progressiste ([APC](#)), sont deux des principaux partis politiques contemporains du Nigeria. Cependant, ils ont tous deux enregistré de piètres résultats dans leur gestion de l'État Nigérien (Osumah et Ikelegbe, 2009). Par conséquent, les Nigériens ont traversé une profonde crise d'attentes, avec une érosion, une dégradation significatives des valeurs de gouvernance, comme en témoignent l'instabilité macroéconomique, la corruption généralisée, l'aggravation de la crise démocratique, les violations des droits humains, l'insécurité, une profonde frustration et désillusion, et une perte de confiance croissante envers le gouvernement du PDP (Osumah et Ikelegbe, 2009).

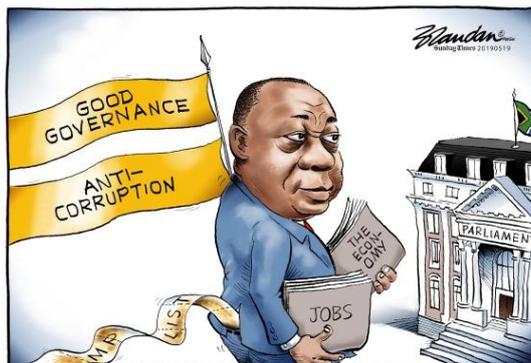
En raison de l'échec du leadership dans le système politique Nigérian, qui a causé une pauvreté aiguë, une instabilité politique, une insurrection et l'effondrement des institutions gouvernementales, des appels au contrôle des ressources ont été lancés par les habitants du Sud-Sud, à la sécession et à un [État du Biafra](#) par ceux du Sud-Est, à un État d'[Oduduwa](#) par ceux du Sud-Ouest, et à un fédéralisme fiscal basé sur la population et à l'institutionnalisation de la [charia](#) au Nigeria par ceux du Nord (Ogunmilade et al, 2017). Un véritable leadership aura besoin d'un suivi honnête, courageux et crédible, moins vulnérable aux manipulations politiques de l'élite dirigeante. La poursuite de programmes économiques axés sur le peuple a le potentiel de favoriser la gouvernance démocratique dans le contexte d'un suivi de qualité. Cette classe devrait garantir un accès démocratisé aux ressources économiques et aux objets politiques pour favoriser la confiance, l'assurance et l'engagement (Ogunmilade et al, 2017).

Les [organisations religieuses](#) jouent un rôle important dans la politique Nigériane (Nolte et al., 2009). Les relations entre l'État Nigérian et les organisations religieuses sont souvent asymétriques et instables. Si l'islam et le christianisme au Nigeria offrent des cadres moraux permettant aux individus et aux groupes d'exprimer leurs revendications et leurs critiques à l'égard de l'État, ils remettent également en question les institutions étatiques : la critique musulmane du droit laïc a conduit à l'introduction de la [charia](#) dans douze États, tandis que les revendications chrétiennes en faveur d'une reprivatisation des anciennes écoles missionnaires, actuellement sous contrôle de l'État, pourraient accentuer le désavantage des musulmans dans le secteur éducatif. La capacité des organisations religieuses à participer à la vie politique et à la gouvernance est étroitement liée aux schémas d'inclusion et d'exclusion, fondés sur l'identité linguistique, ethnique et régionale, ainsi qu'aux luttes intra-Nigérianes visant à limiter la participation politique de certains groupes par l'exigence « d'indigénéité » au niveau de l'État. Compte tenu des liens étroits entre ethnicité et religion, la compétition religieuse est étroitement liée aux autres rivalités qui dominent la politique locale Nigériane (Nolte et al., 2009).

Les groupes ethniques constitutifs de la société fédérale Nigériane constituent la base de l'organisation, de la mobilisation et de la légitimation des réseaux ethno-clientélistes de clientélisme, de corruption et de recherche de rente du [prébendalisme](#) (Suberu, 2013). Selon le principe novateur Nigérian du « caractère fédéral », la diversité ethno-régionale du pays doit se refléter dans toutes les nominations et dépenses gouvernementales. Ce principe a effectivement transformé le prébendalisme (l'appropriation personnelle, factionnelle et communautaire des fonctions publiques), passant d'une norme informelle de compétition politique à un principe directeur de la politique de l'État (Suberu, 2013). La [corruption](#) au sein du gouvernement Nigérian, à tous les niveaux, est endémique et constitue un problème majeur. Elle nuit à la capacité du gouvernement à atteindre les [objectifs de développement durable des Nations Unies](#), ainsi qu'à sa crédibilité (aux niveaux national et international) et à sa capacité à assurer une gouvernance de qualité (Shenkoya, 2023). La transformation numérique, induite par la [quatrième révolution industrielle](#), est un moyen éprouvé d'améliorer la transparence et la responsabilité en matière de gouvernance. Cependant, l'infrastructure technologique actuelle du Nigeria est trop faible pour soutenir cette innovation. Les infrastructures essentielles telles que l'internet haut débit, les systèmes harmonisés de stockage de données et la communication entre les organisations gouvernementales sont rarement en place (Shenkoya, 2023).

2.2 Afrique du Sud

Caricature 6: Bonne gouvernance en Afrique du Sud



Source: © [Brandon Reynolds](#), 2019

La République [d'Afrique du Sud](#) est constamment confrontée à des problèmes de mauvaise [gouvernance](#) à tous les niveaux de gouvernement, ce qui a entraîné une mauvaise prestation des services publics essentiels (Masuku, 2019). La mauvaise performance du secteur public, aux niveaux national, provincial et local, a toujours été une source de préoccupation en Afrique du Sud et a jeté un sombre éclairage sur les questions de gouvernance dans le pays. L'absence de systèmes et de mécanismes appropriés pour promouvoir et appliquer une gouvernance efficace continue d'avoir un impact négatif sur le développement. La mauvaise gouvernance a entraîné un gaspillage des ressources publiques, une faiblesse des institutions, une baisse des investissements et de la croissance, et a enraciné la corruption. La [corruption](#) est une conséquence du manque de responsabilisation du système de gouvernance (Masuku, 2019).

En Afrique du Sud, la corruption a sérieusement entravé le développement de l'économie nationale et entravé considérablement la bonne gouvernance (Pillay, 2004). La structure politique complexe du pays a contribué à la montée de la corruption, ce qui a eu un impact négatif sur la stabilité, la confiance et l'éthique des valeurs et principes démocratiques. Bien que le gouvernement sud-africain ait mis en place des systèmes de lutte contre la corruption, des problèmes pratiques sont apparus au fil des ans. Les plus notables sont le manque de coordination des actions de lutte contre la corruption au sein de la fonction publique sud-africaine et entre les différents secteurs de la société, le manque d'information sur la corruption et l'impact des mesures et des organismes de lutte contre la corruption, ainsi que l'impact de la corruption sur la bonne gouvernance (Pillay, 2004).

Pour comprendre la gouvernance en Afrique du Sud aujourd'hui, il est nécessaire de considérer la longue et souvent mouvementée histoire de la gouvernance de la région au cours des 400 dernières années (Picard et Mogale, 2015). On y retrouve un thème récurrent de valeurs participatives et populaires, qui commence avec les chasseurs-cueilleurs du [Cap-Occidental](#) et se poursuit avec les revendications nationalistes [Afrikaners](#) et les modèles de [townships](#) et de mobilisation de l'[ANC](#) et d'autres mouvements nationalistes africains du XXe siècle. Cependant, une tendance autoritaire patriarcale traverse également l'Afrique du Sud, de l'autorité hiérarchique traditionnelle et du préfet colonial agissant comme « tuteur » des populations locales, à l'autoritarisme du régime d'apartheid. Ce dernier a créé un système d'appendices dépendants, mécanismes de gouvernance intermédiaires, qui n'ont pas encore été pleinement intégrés au système politique. Ce modèle hiérarchique demeure fermement ancré dans le prisme idéologique persistant de certains au sein de l'ANC et du Parti communiste sud-africain, ainsi que dans l'approche collectiviste que les dirigeants sud-africains qualifient de « gouvernement coopératif ». Il est également important de noter que l'Afrique du Sud est un État africain et, même si de nombreux Sud-Africains n'aiment pas l'entendre, il y a des

leçons, bonnes et mauvaises, que les Sud-Africains peuvent apprendre de leurs voisins du continent (Picard et Mogale, 2015).

De toute évidence, les conceptions internationales de la bonne gouvernance ne sont pas encore acceptées ni correctement mesurées en Afrique du Sud. Si la présidence dispose théoriquement du statut, de l'organisation et du mandat nécessaires pour coordonner un programme systématique de suivi et d'évaluation (S&E) au sein du gouvernement, elle manque des capacités et du plan concret pour le mettre en œuvre (Cloete, 2005).

La fin de l'apartheid et le début de la démocratisation en Afrique du Sud ont coïncidé avec plusieurs événements mondiaux majeurs. Parmi ceux-ci, on peut citer l'essor de la [mondialisation](#) et du libéralisme économique fondé sur le fondamentalisme du marché, ainsi que l'émergence de la « troisième vague » de [démocratisation](#), qui s'est propagée de l'ancien bloc socialiste à de nombreux pays en développement d'Afrique et d'ailleurs. Par conséquent, l'Afrique du Sud est confrontée à l'important défi de promouvoir la démocratisation, la bonne gouvernance et le développement humain durable dans un contexte d'importantes inégalités socio-économiques nationales et d'un passé conflictuel (Mhone et Edigheji, 2003).

Le suivi et l'évaluation ([S&E](#)) ont joué un rôle crucial dans la promotion de la bonne gouvernance en Afrique du Sud. Le ministère du Développement social ([DSD](#)) a obtenu de bons résultats par rapport au critère de référence obligatoire du S&E (Naidoo, 2011). Ce S&E obligatoire a également fourni la base juridique et soutenu d'autres formes de S&E. Cependant, il n'a pas toujours été évident que la conformité seule conduise à une bonne gouvernance. Le S&E civique a révélé que le DSD prenait en compte et agissait en fonction des résultats du secteur non gouvernemental lors de la révision de ses politiques. Néanmoins, il n'existait pas de S&E civique efficace au niveau communautaire, en grande partie à cause du manque de coordination ou de la faiblesse des [ONG](#), dont beaucoup étaient sous contrat avec le DSD (Naidoo, 2011).

La bonne gouvernance et la prestation de services dépendent de l'[éthique](#), de la législation et de l'application des bonnes pratiques par les agents publics (Ababio et Vyas-Doorgapersad, 2010). Le Livre blanc de 1994 sur la transformation de la fonction publique a identifié la nécessité d'un [code de conduite](#) en Afrique du Sud comme essentiel au renforcement de normes éthiques et professionnelles élevées. La légitimité des collectivités locales repose sur les mêmes principes éthiques et professionnels que ceux du gouvernement national. Il est donc impératif de mettre en œuvre un cadre éthique pour le développement social et économique au niveau local. Bien qu'il existe une législation de pointe régissant la conduite des fonctionnaires publics dans la sphère des collectivités locales, l'application pratique de l'éthique est plutôt contraire à l'éthique et difficile à cerner (Ababio et Vyas-Doorgapersad, 2010).

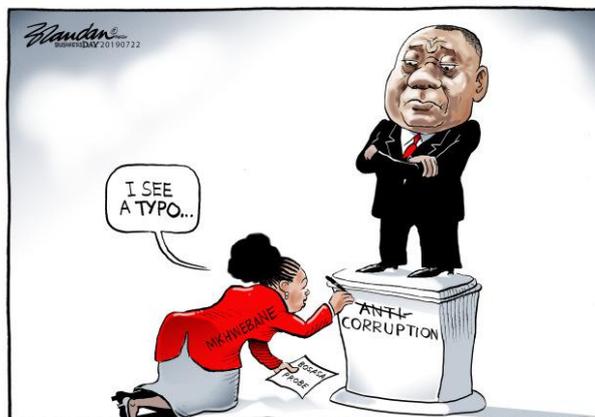
En réalité, le [développement participatif](#) en Afrique du Sud est de plus en plus contrôlé par l'État (McEwan, 2003). Le système de gouvernement local sud-africain est unique à bien des égards, car il exige la créativité et la participation de tous les niveaux de la société pour réussir, et cela est inscrit dans la législation. Cependant, même si les gouvernements locaux ont suivi les directives des Integrated Development Plans (IDP), ils ne parviennent pas à favoriser une participation significative, en particulier chez les femmes noires. Ces femmes n'ont pas été impliquées dans les projets de développement et perçoivent également les gouvernements locaux comme ayant failli à leur devoir d'encourager la participation. L'insatisfaction quant à la performance des gouvernements locaux est généralisée. Les [partenariats public-privé](#) ont été promus comme un moyen de parvenir à un gouvernement local efficace et participatif. En réalité, cependant, ces partenariats privilégient davantage l'externalisation des services au secteur privé, en raison du manque de capacités financières et institutionnelles des gouvernements locaux, que la promotion de partenariats entre les communautés et les structures gouvernementales. Ces disparités affaiblissent les femmes noires en les transformant en bénéficiaires du développement plutôt qu'en participantes (McEwan, 2003).

L'accès et la [transparence](#) sont des éléments essentiels d'une bonne gouvernance (Cloete et Auriacombe, 2007). La capacité de l'État à transformer la société est limitée, notamment dans les zones rurales de l'arrière-pays. L'incapacité de l'État à étendre son emprise, tant économique que politique, a offert aux chefs traditionnels l'occasion de se repositionner comme intermédiaires entre l'État et la société et de s'élever au rang de décideurs au nom de vastes communautés (Koelble et LiPuma, 2011).

La corruption, la mauvaise gouvernance et un leadership peu dynamique exacerbent les turbulences sociales (Cilliers et Aucoin (2016). Il y a plus de quarante ans, une combinaison de frustration envers le gouvernement local, l'application de la politique de la langue [afrikaans](#), le militantisme syndical et l'impact politisant du mouvement de conscience noire ont culminé avec le [soulèvement de Soweto](#) du 16 juin 1976. Dans les semaines et les mois qui ont suivi, des dizaines de milliers de Sud-Africains des [townships](#) de tout le pays sont descendus dans la rue dans une confrontation violente avec l'État d'apartheid. Bien que le gouvernement du Parti national ait finalement pu rétablir un semblant d'ordre par la force des armes, plusieurs milliers de jeunes Sud-Africains ont fui le pays, en grande partie pour rejoindre le Congrès panafricain, puis le Congrès national africain ([ANC](#)) lorsque le premier s'est avéré absent pour lutter contre l'apartheid. Ces événements – combinés au militantisme international, à la [chute du mur de Berlin](#) en 1989 et à la révolte interne au sein du Parti national au pouvoir – ont finalement forcé un compromis historique lorsque [Nelson Mandela](#) a été libéré de prison en 1990 et, en 1994, élu président de l'Afrique du Sud (Cilliers & Aucoin (2016).

2.3 Ivory Coast

Caricature 7: Les futurs dirigeants



Source: © [Brandan Reynolds](#), 2019

La bonne [gouvernance](#), lorsqu'elle est mise en œuvre en Afrique et en [Côte d'Ivoire](#), se heurte à un monde où les jeux politiques sont influencés par les liens claniques, familiaux et tribaux (Zadi, 2013). Ces liens privilégient les intérêts des groupes au détriment de l'intérêt général, entraînant la déliquescence de l'État. On observe une absence d'éthique et de responsabilité dans la prise de décision dans des sociétés où la quête de démocratie est marquée par la démagogie et une préférence pour l'opacité de la gestion publique. Cette quête d'efficacité est contrebalancée par le poids des traditions et des pratiques inhérentes au [Tiers-Monde](#), qui rendent difficile une gestion efficace des affaires publiques. Cependant, l'arène politique n'est pas à l'abri de l'influence du monde extérieur, les acteurs publics étant souvent soumis aux injonctions du monde capitaliste dans un monde globalisé (Zadi, 2013).

Par exemple, la gouvernance rebelle dans le nord de la Côte d'Ivoire repose sur un recours excessif à la violence (Förster, 2015). Cependant, les insurgés entretiennent souvent des échanges réguliers avec les civils sous leur contrôle. Ces échanges affectent les deux camps.

Ils transforment la [gouvernance rebelle](#) en un système plus civilisé, fondé sur les expériences passées et intégrant des modes de communication durables, obligeant les deux camps à respecter les normes et valeurs culturelles sous-jacentes. L'analyse du mouvement depuis ses débuts révèle les caractéristiques « postmodernes » typiques de ces rébellions (Galy, 2007). Par exemple, la couverture médiatique occidentale favorable à des mouvements marginaux comme le [MPCI](#) a conduit à la formation de mouvements politiques et militaires impliquant des militaires professionnels, des politiciens et des militants des droits de l'homme qui n'étaient pas critiques à l'égard de la situation. Par exemple, ils refusaient de reconnaître la validité de « l'idéologie mandenguée » au même titre que « l'ivoirité », et justifiaient par avance le recours à la violence à des fins de conquête (Galy, 2007).

Caricature 8: Nouveau partenariat ?



Source: © [Gado](#), the Kenyan cartoonist Godfrey Mwampembwa

La réactivité des rebelles dépend du contrôle exercé par les élites locales sur les réseaux clientélistes qui leur permettent de mobiliser les citoyens (Baalén, 2021). Ces réseaux se caractérisent par leur contrôle des ressources et leur intégration aux structures de l'autorité locale. Ces réseaux façonnent ensuite la capacité des élites locales à mobiliser le soutien ou la résistance aux rebelles, influençant ainsi leur pouvoir de négociation sur la gouvernance rebelle. La force des réseaux clientélistes des élites locales influence la réactivité des rebelles. De plus, cela étaye le mécanisme théorique de résistance civile et démontre que ce mécanisme est renforcé par les liens ethnopolitiques entre civils et rebelles (Baalén, 2021).

Caricature 9: Vote ethnique



Source: © [Victor Ndula](#), 2016

Il semble que les « entrepreneurs » politiques ivoiriens aient privilégié le pouvoir aux intérêts de la nation (Traoré, 2014). Les causes de la crise ivoirienne sont plus profondes et structurelles, ancrées autant dans la généalogie de l'État-nation que dans sa trajectoire, encore

inachevée. La réalité ivoirienne est marquée par la double faiblesse du secteur privé et de la société civile, qui confère à la sphère étatique et à ses immenses ressources une importance [néo-patrimoniale](#). Le recours à la rébellion et aux armes pour conquérir le pouvoir et le partage accentue l'effondrement de l'État-nation, un effondrement exacerbé par la crise postélectorale de 2010-2011 (Traoré, 2014).

Les réformes ont été imposées comme conditions à [l'aide publique au développement](#) et à la relance économique (Nahi, 2019). Cette situation de dépendance a donné lieu à des réformes importées et greffées, dont la réception et l'appropriation ont été influencées par les acteurs, les structures sociales et culturelles, ainsi que les conditions socio-économiques nationales (Nahi, 2019).

La [décentralisation](#) est largement considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de moderniser un État centralisé, de promouvoir la participation citoyenne et d'encourager la bonne gouvernance (Tanoh, 2019). Associée à la bonne gouvernance, elle pourrait éclairer la manière dont les autorités en place gèrent les ressources de l'État. Cependant, la décentralisation en [Afrique de l'Ouest](#) a échoué, car elle est restée prisonnière de la culture coutumière et des rites ancestraux (Tanoh, 2019)..

L'État ouest-africain est une entité sociale complexe, d'après des données empiriques recueillies grâce à des procédures rigoureuses d'observation et d'enquête combinant des méthodes socio-anthropologiques et des thématiques de science politique (Olivier de Sardan, 2004). Celles-ci révèlent une convergence de caractéristiques communes aux États, malgré des contextes économiques variés, des histoires précoloniales diverses et des trajectoires variées depuis les indépendances. Ces caractéristiques comprennent le [clientélisme](#), un décalage entre le formel et le réel, le chacun pour soi, les zones de suspicion, le privilège, le mépris des usagers, une culture de l'impunité et une corruption systémique. L'émergence de la bureaucratie moderne en Afrique pendant la période coloniale montre que nombre de ces traits remontent à la bureaucratie coloniale, mais se sont exacerbés depuis les indépendances. Ces traits témoignent de la complexité des relations entre les sphères publique et privée et soulignent la nécessité et les défis d'une impulsion réformatrice interne (Olivier de Sardan, 2004).

3. Conclusion

Caricature 10: Les nouveaux vêtements de l'empereur



Source: © Gado, [GGA](#), Yunus Momoniat, 6 Décembre 2018

Cet article examine le phénomène omniprésent de la faiblesse, voire de l'absence, de [gouvernance](#) étatique dans de nombreux pays africains, ainsi que les mécanismes d'adaptation innovants, souvent informels, que les sociétés développent pour y faire face. Il soutient que, même si les institutions étatiques sont fragiles ou incapables d'assurer les services de base, la sécurité et la justice, la vie sociale et économique ne s'effondre pas pour autant. Au contraire, un écosystème complexe d'alternatives émerge pour combler ce vide.

L'article identifie plusieurs domaines clés dans lesquels ce « déficit de gouvernance » est le plus apparent et comment il est comblé :

Prestation de services : L'incapacité de l'État à fournir l'électricité, l'eau, l'assainissement et l'éducation a été supplantée par un secteur privé dynamique, allant des petits vendeurs d'eau aux écoles privées à bas prix. Cela crée un accès, mais souvent à un coût élevé et avec une qualité variable, ce qui exacerbe les inégalités.

Sécurité : Lorsque la police d'État est corrompue, absente ou prédatrice, les communautés se tournent vers les groupes d'autodéfense, les surveillances de quartier et les systèmes de justice traditionnels pour maintenir l'ordre et résoudre les conflits. Ces systèmes sont souvent plus accessibles, mais peuvent manquer de surveillance officielle et perpétuer leurs propres formes de violence ou d'exclusion.

Moyens de subsistance économiques : Face à la faiblesse de l'emploi formel, l'immense secteur informel devient le principal moteur de survie et d'entrepreneuriat. Ce secteur fait preuve d'une résilience remarquable, mais souvent sans les protections, les réglementations ou le soutien qu'offre la reconnaissance officielle de l'État.

L'article conclut que ces mécanismes d'adaptation sont à double tranchant. Ils témoignent de l'incroyable résilience et de l'ingéniosité des sociétés africaines, qui fournissent des services essentiels et maintiennent l'ordre là où l'État ne peut le faire. Cependant, ils permettent également aux États défaillants de se décharger de leurs responsabilités fondamentales. Le véritable défi du développement n'est donc pas de remplacer ces systèmes informels, mais de trouver les moyens de les intégrer, de les réguler et de les intégrer dans un contrat social plus efficace et plus responsable entre les citoyens et l'État.

Bibliographie:

- Ababio, Ernest & Shikha Vyas-Doorgapersad** (2010): [The illusion of ethics for good local governance in South Africa](#). *Research in Southern Africa*, vol 6 (2), pp. 411-427
- Agudiegwu, Moses Ogbonna et al.** (2019) : [Nexus of poor governance to poverty and insecurity in Africa: the Nigérien experience](#). *Ubuntu: Journal Conflict and Social Transformation*, vol. 8 (2), pp.
- Alence, R.** (2004): [Political institutions and developmental governance in sub-Saharan Africa](#). *The Journal of Modern African Studies*, vol.;42(2) , pp. 163-187
- Aldcroft, Derek H.** (2015): [Governance, institutions and corruption: Negative sovereignty in Africa](#). In: *Corruption, Good Governance and Economic Development*, pp. 63-83
- Baalen, Sebastian van** (2021): [Local elites, civil resistance, and the responsiveness of rebel governance in Côte d'Ivoire](#). *Journal of Peace Research*, vol. 58 (5), pp. 930-944
- Cilliers, Jakkie & Ciara Aucoin** (2016) : [Economics, governance and instability in South Africa](#). Institute for Security Studies Papers, SSRN WP 2819050
- Cloete, F. & C.J. Auriacombe** (2007) : [Governance and transparency in South Africa](#). *Politeia*, vol. 26 (2), pp.
- Coetzee, Tania** (2017): [Governance practices in Africa](#). *Contemporary Journal of African Studies*, vol. 4 (2), pp. 155-177
- Cubitt, Christine** (2014): [An introduction to governance in Africa](#). *ResearchGate*, pp. 1-9
- Dan-Woniowei, Fie David** (2020): [The Nexus between Poor and Bad Governance, and Sub-National Conflicts in Africa](#). *Open Journal of Political Science*, vol.10 (4), pp. 1-8
- Dufrénot, Gilles & Gilles Sanon & Abdoulaye Diop** (2010) : [Is per capita growth in Africa hampered by poor governance and weak institutions? An empirical study on the ECOWAS countries](#). *African Development Review*, vol. 22 (2), pp. 265-275
- Förster, Till** (2015) : [Dialogue direct: Rebel governance and civil order in northern Côte d'Ivoire](#). In: Ana Arjona et al (eds.): *Rebel governance in civil war*,
- Fosu, Augustin & Augustin Kwasi Fosu** (2018): [Governance and Development in Africa: A Review Essay](#). IDEAS WP 298, pp. 1-24
- Fye, Abdoulie** (2015): [Democratic governance in Africa: myth or reality](#). *American Academic Scientific Research Journal for Engineering, Technology, and Science ...*,pp. 1-18
- Galy, Michel** (2007): [Politologie d'une rébellion. Une «gouvernance par la violence» au Nord de la Côte d'Ivoire?](#) *Cultures & Conflits*, No. 65, pp. 137-155
- Ganah, Joseph Patrick** (2013): [Corruption, Good Governance, and the African State. A Critical Analysis of the Political-Economic Foundations of Corruption in Sub-Saharan Africa](#). *Potsdam Economic Studies* vol. 2, pp. 1-316
- Kahn, Musthaq H.** (2012): [Governance and growth challenges for Africa](#). In: Noman A. et al (eds): *Good growth and governance in Africa: Rethinking Development Strategies*, pp. 114 – 139
- Kerandi, Andrew M.** (2008): [Governance Agenda for Sub-Saharan Africa: Issues and Challenges](#). *Federal Governance*, ssoar.info, pp. 1-22
- Kłosowicz, Robert** (2018): [The problem of bad governance as a determinant of state dysfunctionality in sub-Saharan Africa](#). *Politeja-Pismo Wydziału Studiów Międzynarodowych* pp. 9-22
- Kohnert, Dirk** (2025): [Seeding Growth: Unlocking the Potential of Agricultural Commodity Exchanges in Sub-Saharan Africa](#). *MPRA Paper No. 125237*, pp. 1-30

- Kohnert, Dirk** (2025a): [Aid in Retreat: Impact of US and European Aid Cuts on Sub-Saharan Africa](#). [MPRA WP 124485](#); [SSRN WPS 5224300](#); [SSOAR 101768-9](#);
- Koelble, Thomas A & Edward LiPuma** (2011): [Traditional leaders and the culture of governance in South Africa](#). *Governance*,
- Lin, Justin Yifu & Célestin Monga** (2012): [Solving the mystery of African governance](#). *New Political Economy*, vol. 17 (5), pp. 659-666
- McEwan, Cheryl** (2003): ['Bringing government to the people': women, local governance and community participation in South Africa](#). *Geoforum*, vol. 34 (4), pp. 469-481
- Masuku, Mandla Mfundo** (2019): [Effective governance in South Africa: Reality or myth?](#) *African Journal of Democracy and Governance*, vol. 6 (2-3),
- Mlambo, Daniel N. et al.** (2019): [Corruption and its implications for development and good governance: A perspective from post-colonial Africa](#). *Journal of Economics and Behavioral Studies*, vol. 11 (1), pp. 39-47
- Mhone, Guy & Omano Edigheji** (eds.) (2003): [Governance in the new South Africa: The challenges of globalisation](#). University of Cape Town Press, 361 p
- Nahi, Pregnon Claude** (2019): [La modernisation de la gouvernance administrative en Cote d'Ivoire: entre extranéité des reformes et résistances au changement](#). *Revue ivoirienne de droit*, vol. 53, pp.37-51
- Naidoo, Indrakumaran Arumugam** (2011): [The role of monitoring and evaluation in promoting good governance in South Africa: A case study of the Department of Social Development](#). University of Witwatersrand, Johannesburg, 346 p.
- Nolte, Insa et al.** (2009): [Religion, politics and governance in Nigeria](#). RaD Working Papers Series, 117 p.
- Ngobo, Paul V. & Maurice Fouda** (2012): [Is 'Good' governance good for business? A cross-national analysis of firms in African countries](#). *Journal of World Business*, vol. 47 (3), pp. 435-449
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre** (2004) : [État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone: Un diagnostic empirique, une perspective historique](#). *Politique africaine*, No. 96, pp. 139-162
- Picard, Louis A. & Thomas Mogale** (2015): [The limits of democratic governance in South Africa](#). Lynne Rienner, pp. 1-24
- Pillay, Soma** (2004): [Corruption—the challenge to good governance: a South African perspective](#). *International Journal of Public Sector Management*, vol. 17(7), pp 586-605
- Rose-Ackerman, S** (2005): [The challenge of poor governance and corruption](#). *Especial 1 DIREITO GV L. Rev.*, 207, In: Lomborg B, ed. *Global Crises, Global Solutions*. Cambridge University Press; 2004:301-362
- Shenkoya, Temitayo** (2023): [Can digital transformation improve transparency and accountability of public governance in Nigeria?](#) *Transforming Government: People, Process and Policy*, vol. 17(1) , pp. 1-19
- Suberu, Rotimi T** (2013): [Prebendal politics and federal governance in Nigeria](#). In: *Democracy and prebendalism in Nigeria critical interpretations*, pp. 79-101
- Tanoh, Mongomin Andrée** (2019): [Décentralisation et bonne gouvernance des états francophones ouest africains: contribution à l'étude du cas de la Côte d'Ivoire](#). Thesis
- Traoré Yaya** (2014): [Problématique de la gouvernance politique en Afrique: sociogenèse et enjeux de la crise de l Etat-nation en Côte d Ivoire](#). Ph.D. thesis 842 p
- Zadi, Jonas** (2013) : [La question de la bonne gouvernance et des réalités sociopolitiques en Afrique: le cas de la Côte d'Ivoire](#). Ph.D. thesis, 414 p

Abstract: [*The African Governance Gap: How Societies Deal with State Failure*] – Economic governance is measured by economic freedom, while political governance is measured by the electoral competitiveness index. How can political instability and poor governance in SSA be coped with? This is often seen as the overarching problem that exacerbates many others. Systemic corruption at all levels deprives the state of much-needed revenue, increases the cost of doing business and undermines public trust in institutions. In addition, weak institutions, such as an inefficient judiciary, inadequate public administration and barely existing public services, hinder development. Conflict and fragility displace people, destroy infrastructure and tie up resources that could be invested in education or healthcare. Without reliable contracts and property rights, both foreign and domestic investments are at great risk. Poor governance, reflected in a lack of rule of law, property rights, a regulatory burden, political violence and ineffective government, impedes growth in per capita revenue. In African politics, neo-patrimonialism appears to be the default setting, described as the 'moral economy of corruption' or the 'economics of affection'. However, bad governance is not culturally specific; it is a universal challenge that affects all nations at some point in their development history. Good governance must be pursued and implemented in all SSA countries. Even with the support of the donor community, governments may develop ambitious plans to improve governance and strengthen institutions, yet fail to improve the standard of living of their citizens. Since the Second World War, Africa, and Sub-Saharan Africa in particular, has had the poorest economic performance of any region in the world. By the end of the 20th century, incomes per capita had barely improved since independence, and in some cases had worsened considerably. The main problem was the failure to improve the efficiency of resource use. In contrast to many other developing countries, total factor productivity was static or negative for much of the time. With few exceptions, African countries have lacked a sound social and political foundation conducive to growth and development, and this foundation has tended to deteriorate over time. Good governance practices are supported by institutions such as the World Bank and the International Monetary Fund. Good governance practices are also supported by such institutions. In order to receive development aid, states must apply and accept the principles of good governance. If they neglect to do so, African states risk not receiving financial aid. Accountability is a positive aspect of good governance. However, African states have developed a 'new culture', especially after decolonisation. There is a significant difference in perspective between Africans and Westerners regarding governance. The clientelist forms of politics that define postcolonial states do not stem from a class project, but are a contemporary manifestation of a dynamic national, African and ethnic culture.

Zusammenfassung: [*Die afrikanische Governance-Lücke: Wie Gesellschaften mit dem Versagen des Staates umgehen*] – Wirtschaftliche Governance wird an der wirtschaftlichen Freiheit gemessen, politische Governance dagegen am Index der Wahlwettbewerbsfähigkeit. Wie können politische Instabilität und schlechte Regierungsführung in SSA bewältigt werden? Dies wird oft als das übergreifende Problem angesehen, das viele andere verschärft. Systemische Korruption auf allen Ebenen entzieht dem Staat dringend benötigte Einnahmen, erhöht die Geschäftskosten und untergräbt das öffentliche Vertrauen in Institutionen. Darüber hinaus behindern schwache Institutionen wie eine ineffiziente Justiz, eine unzureichende öffentliche Verwaltung und kaum vorhandene öffentliche Dienstleistungen die Entwicklung. Konflikte und Fragilität vertreiben Menschen, zerstören Infrastruktur und binden Ressourcen, die in Bildung oder Gesundheit investiert werden könnten. Ohne verlässliche Verträge und Eigentumsrechte sind sowohl ausländische als auch inländische Investitionen stark gefährdet. Schlechte Regierungsführung, die sich in fehlender Rechtsstaatlichkeit, Eigentumsrechten, einem Regulierungsaufwand, politischer Gewalt und ineffektiver Regierung widerspiegelt, behindert das Wachstum des Pro-Kopf-Einkommens. In der afrikanischen Politik scheint der Neo-Patrimonialismus die Standardeinstellung zu sein, beschrieben als „moralische Ökonomie der Korruption“ oder „Ökonomie der Zuneigung“. Schlechte Regierungsführung ist jedoch kein kulturspezifisches Phänomen; sie ist eine universelle Herausforderung, die alle Nationen irgendwann in ihrer Entwicklungsgeschichte betrifft. Gute Regierungsführung muss in allen Ländern SSAs angestrebt und umgesetzt werden. Selbst mit Unterstützung der Gebergemeinschaft können Regierungen ehrgeizige Pläne zur Verbesserung der Regierungsführung und Stärkung der Institutionen entwickeln, ohne den Lebensstandard ihrer Bürger zu verbessern. Seit dem Zweiten Weltkrieg weist Afrika, insbesondere Subsahara-Afrika, die weltweit schlechteste Wirtschaftsleistung auf. Bis zum Ende des 20. Jahrhunderts hatten sich die Pro-Kopf-Einkommen seit der Unabhängigkeit kaum verbessert und in einigen Fällen sogar deutlich verschlechtert. Das Hauptproblem war die mangelnde Verbesserung der Ressourceneffizienz. Im Gegensatz zu vielen anderen Entwicklungsländern stagnierte die totale Faktorproduktivität über weite Strecken oder war sogar negativ. Mit wenigen Ausnahmen fehlte den afrikanischen Ländern eine solide soziale und politische Grundlage für Wachstum und Entwicklung, und diese hat sich im Laufe der Zeit tendenziell verschlechtert. Gute Regierungsführung wird von Institutionen wie der Weltbank und dem Internationalen Währungsfonds gefördert. Um Entwicklungshilfe zu erhalten, müssen Staaten die Prinzipien guter Regierungsführung anwenden und akzeptieren. Andernfalls riskieren afrikanische Staaten, keine finanzielle Unterstützung zu erhalten. Rechenschaftspflicht ist ein positiver Aspekt guter Regierungsführung. Allerdings haben afrikanische Staaten, insbesondere nach der Entkolonialisierung, eine „neue Kultur“ entwickelt. Es gibt erhebliche Unterschiede in der Perspektive von Afrikanern und Westlern in Bezug auf Regierungsführung. Die klientelistischen Politikformen, die postkoloniale Staaten definieren, entspringen keinem Klassenprojekt, sondern sind eine zeitgenössische Manifestation einer dynamischen nationalen, afrikanischen und ethnischen Kultur.